

(N° 257)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 MAI 1920.

Proposition de loi relative aux traitements des commissaires de police
et de leurs adjoints.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La proposition de loi, que nous avons l'honneur de déposer, fixe les minima de traitements pour les commissaires de police et leurs adjoints. Jusqu'à ce jour, les places de commissaire de police étant créées par le Roi, du consentement du conseil communal en vertu de l'article 125 de la loi communale, il appartient au Roi, par voie de conséquence, de déterminer la rémunération à y attribuer, d'accord également avec le conseil communal.

Nous n'apportons aucune modification à ces principes, mais nous établissons des minima de traitements, que les conseils communaux devront respecter dans les nominations des commissaires de police et de leurs adjoints. Pourquoi fixons-nous des minima? Parce que généralement leurs traitements annuels sont dérisoires, peu en rapport aux circonstances, ni proportionnés aux charges de leur position et de leur famille. Ainsi, dernièrement, un commissaire de police est nommé à Eremhodegem, au traitement annuel de 1,600 francs; à Stekene, à 2,600 francs; à Gosselies, à 3,000 francs; à Ransart, à 2,000 francs; à Somergem, à 3,200 francs. Il est vrai que généralement on accorde un petit quelque chose pour frais de bureau et d'habillement, 200 à 300 francs. Bref, le traitement annuel du commissaire de police et de son adjoint est de beaucoup inférieur aux nécessités de la vie, de beaucoup inférieur aux traitements des autres agents communaux. Ce sont la plupart du temps des traitements de misère.

Nous ajoutons à nos minima des augmentations de 3 % tous les deux ans et une indemnité de résidence, comme la loi le fait pour les instituteurs chefs-d'école.

Pourquoi? Parce qu'un commissaire de police, tout comme un instituteur, doit pouvoir vivre dans des conditions de dignité et d'indépendance qu'un traitement de trois, quatre, cinq francs par jour ne peut lui assurer.

H

Notez, Messieurs, qu'un commissaire de police, tout comme un adjoint, doit prendre l'engagement, pour être nommé, de n'exercer aucun autre emploi ni commerce, même par personne interposée. « Pour vivre, il lui faudra trouver autre chose », lisons-nous dans l'organe de la Fédération des commissaires et commissaires adjoints de police du royaume, et, dès lors, il manquera à ses engagements ou bien végétera péniblement au su de ses administrés, ce qui n'est pas de nature à relever son prestige. Et que dire des frais de bureau lui alloués : 200 francs par an, au coût actuel du papier, des imprimés et des fournitures de bureau. Tout commentaire serait superflu. Ces faits constituent une véritable exploitation sur laquelle nous nous permettons d'attirer l'attention des pouvoirs publics.

Dans certaines communes, par exemple, le commissaire de police est un homme intègre, il n'est pas assez souple; il ne ferme pas complaisamment les yeux sur certaines infractions, il a froissé certains conseillers communaux : comme il n'y a pas de loi réglant son traitement, ses augmentations, il sera le seul de l'administration communale à ne pas toucher d'augmentation ni d'indemnité votée par le conseil communal pour chacun des employés. Ailleurs le commissaire de police, toujours parce que la loi ne réglemente pas son traitement, n'a plus eu d'augmentation depuis vingt ans. L'administration lui attribue tous les défauts, il est responsable de ceci, de cela, et il ne reçoit aucune amélioration de situation. Bref, sous prétexte d'autonomie communale, l'autorité supérieure n'intervient que par voie de conseils, dont il est souvent peu ou pas tenu compte, et le malheureux agent communal est victime de la loi communale qui ne contient pas le barème de son traitement, de ses augmentations auxquelles ses bons et loyaux services lui donnent droit.

C'est pourquoi, afin que les commissaires de police et leurs commissaires adjoints puissent jouir de plus de liberté, que pour eux cesse le régime de l'arbitraire et du bon plaisir, nous introduisons dans la loi communale, tout comme pour les instituteurs, secrétaires communaux, un barème de traitement avec minimum, échelle graduelle d'amélioration et indemnité de logement comme pour les instituteurs. Il n'y aura plus ainsi de commissaires et de commissaires adjoints dont le traitement soit de 50 % inférieur au salaire payé au moindre domestique de ferme de leur localité.

Les commissaires de police et les commissaires adjoints doivent pouvoir exercer leurs fonctions en toute indépendance et doivent être rétribués de telle façon qu'ils puissent occuper dans la société un rang convenable.

En relevant matériellement la police, on la relèvera moralement; on fera disparaître le découragement dont certains sont atteints et l'on pourra se montrer plus exigeant en ce qui concerne le recrutement et le service. C'est avec confiance que nous vous prions d'examiner les propositions qui vous sont présentées au nom de la Fédération nationale des commissaires et commissaires adjoints de police du royaume et que nous vous demandons d'accorder à ces braves et vaillants défenseurs de l'ordre dont plusieurs ont payé ou peuvent payer de leur vie, le maintien de l'autorité et de la sécurité publiques, un traitement convenable, proportionné à leur rang, à leurs besoins et à ceux de leur famille.

MAENHAUT.

Proposition de loi relative aux traitements des commissaires de police et de leurs adjoints.

ARTICLE PREMIER.

L'article 125^{bis} de la loi communale est complété par les dispositions suivantes :

Le Conseil communal fixe les traitements des commissaires de police et de leurs adjoints, sous l'approbation du Roi.

Ces traitements ne peuvent être inférieurs aux taux indiqués ci-après, non compris les frais d'habillement, d'équipement et d'armement et l'indemnité accordée aux officiers du ministère public :

	Commissaire de police.	Adjoint.
1 ^o Communes de 5,000 habitants et moins. . . . fr.	7,000	5,250
2 ^o Communes de 5,001 à 8,000 habi- tants	8,000	6,000
3 ^o Communes de 8,001 à 15,000 ha- bitants	9,000	6,750
4 ^o Communes de 15,001 à 25,000 ha- bitants	10,000	7,500
5 ^o Communes de 25,001 à 50,000 ha- bitants	11,000	8,250

Wetsvoorstel betreffende de jaarwedden van de politiecommissarissen en en van hunne adjuncten.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 125^{bis} van de gemeentewet wordt door de navolgende bepalingen aangevuld :

De jaarwedden van de politiecommissarissen en van hunne adjuncten worden door den gemeenteraad vastgesteld mits goedkeuring door den Koning.

Zij mogen niet minder bedragen dan de hierna vermelde sommen, buiten de kosten van kleeding, uitrusting en bewapening en buiten de vergoeding verleend aan de ambtenaren van het Openbaar Ministerie :

	Politie- commissaris	Adjunct.
1 ^o Gemeenten van en beneden 5,000 in- woners fr.	7,000	5,250
2 ^o Gemeenten van 5,001 tot 8,000 in- woners	8,000	6,000
3 ^o Gemeenten van 8,001 tot 15,000 in- woners	9,000	6,750
4 ^o Gemeenten van 15,001 tot 25,000 inwoners	10,000	7,500
5 ^o Gemeenten van 25,001 tot 50,000 inwoners	11,000	8,250

	Commissaire de police.	Adjoint.		Politie- commissaris	Adjunct.
6° Communes de 50,001 à 100,000 ha- bitants	12,000	9,000	6° Gemeenten van 50,001 tot 100,000 inwoners	12,000	9,000
7° Communes de 100,001 et au delà .	13,000	9,750	7° Gemeenten van 101,000 inwoners en daarboven	13,000	9,750

Tous les deux ans les commissaires de police et leurs adjoints ont droit à une augmentation de 3 % sur leur traitement initial.

Ces augmentations cesseront d'être obligatoires lorsque les titulaires compteront les années d'âge et de services requises pour obtenir leur mise à la pension et, en tous cas, dès qu'ils auront atteint l'âge de 65 ans.

L'augmentation bisannuelle pourra être refusée par le Conseil communal, sous l'approbation du Roi, au titulaire qui ne remplirait pas ses fonctions d'une manière satisfaisante. Il sera préalablement entendu par le Conseil communal et il sera dressé procès-verbal de ses explications. Ce procès-verbal sera signé par le président du Conseil communal et l'intéressé. Une expédition en sera transmise au Roi.

Le traitement est payé par mois aux titulaires; il prend cours à dater du jour de l'entrée en fonctions. Tout mois commencé est dû intégralement au titulaire démissionnaire ou révoqué et, en cas de décès, à ses ayants droit.

Les traitements seront révisés conformément aux dispositions ci-dessus à partir du 1^{er} janvier 1920, d'après la population constatée au dernier recensement décennal et en tenant compte du

Om de twee jaren hebben de politie-commissarissen en hunne adjuncten recht op eene verhooging van 3 t. h. van hunne aanvangswedde.

Deze verhoogingen zijn niet langer verplicht, wanneer de titularissen den vereischten leeftijd en de vereischte dienstjaren hebben om op pensioen gesteld te worden en, in elk geval, zoodra zij den leeftijd van 65 jaar hebben bereikt.

De tweejaarlijksche verhooging kan, mits goedkeuring door den Koning, door den gemeenteraad geweigerd worden aan den titularis die zijn ambt niet op voldoende wijze zou vervullen. Hij wordt vooraf gehoord door den gemeenteraad en van zijne verklaringen wordt proces-verbaal opgemaakt. Dit proces-verbaal wordt door den voorzitter van den gemeenteraad en door den betrokken titularis onderteeekend. Daarvan wordt een afschrift overgemaakt aan den Koning.

De jaarwedde van den titularis wordt hem per maand betaald; deze jaarwedde loopt vanaf den dag, waarop hij in bediening treedt. Elke begonnen maand is geheel verschuldigd aan den ontslagnemenden of afgezetten titularis en, in geval van overlijden, aan zijne rechthebbenden.

De jaarwedden worden, overeenkomstig bovenstaande bepalingen, herzien te rekenen van 1 Januari 1920, volgens de bevolking der jongste tienjaarlijksche volkstelling en met inacht-

nombre d'années de services du titulaire.

Il en sera de même lorsque par suite de l'augmentation de population accusée par un recensement subséquent, une commune passera dans une autre catégorie.

Dans les agglomérations, à déterminer par la députation permanente, le barème à appliquer à chaque commune sera celui de la commune la plus peuplée.

Les traitements révisés serviront de base pour établir le traitement initial et calculer les augmentations prévues à l'alinéa 3 ci-dessus.

Les traitements actuels qui dépasseraient le montant fixé comme il est dit ci-dessus, restent acquis et ne peuvent être réduits tant que les titulaires restent en fonctions.

ART. 2.

La loi du 31 octobre 1919 imposant aux communes l'obligation de payer à leurs agents une indemnité de vie chère, cessera de sortir ses effets, en ce qui concerne les titulaires, à dater de l'application de l'article 1^{er} ci-dessus.

ART. 3.

Les commissaires de police et leurs adjoints ont droit à un logement convenable aux frais de la commune.

Lorsque celle-ci n'a pas d'habitation convenable à mettre à leur disposition, elle leur doit une indemnité dont le taux est fixé comme suit :

neming van het getal dienstjaren van den titularis.

Evenzoo, wanneer, ten gevolge van de toeneming der bevolking blijkende uit eene latere volkstelling, eene gemeente naar eene andere reeks zal overgaan.

In de agglomeraties, door de Bestendige Deputatie te bepalen, is de in elke gemeente toe te passen wedde-rooster die van de meest bevolke gemeente.

De herziene jaarwedden worden tot grondslag genomen om de aanvangswedde te bepalen en de verhoogingen, voorzien bij bovenstaand lid 3, te berekenen.

De huidige jaarwedden, welke het hierboven vastgestelde bedrag mochten overschrijden, blijven verworven en mogen niet worden verminderd zoolang de titularissen in bediening blijven.

ART. 2.

De wet van 31 October 1917, krachtens welke de gemeenten verplicht zijn aan hunne beambten een duurtelbijslag te betalen, houdt op, wat de titularissen betreft, van kracht te zijn vanaf den dag, waarop bovenstaand eerste artikel wordt toegepast.

ART. 3.

De politiecommissarissen en hunne adjuncten hebben recht op eene behoorlijke woning op de kosten van de gemeente.

Kan deze geen behoorlijke woning tot hunne beschikking stellen, dan moet zij hun eene vergoeding betalen, waarvan het bedrag wordt vastgesteld als volgt :

Commissaire de police. Adjoint.			Politie- commissaris Adjunct		
Dans les communes de moins de 8,000 ha- bitants	800	600	In de gemeenten be- neden 8,000 inwo- ners. fr.	800	600
Dans les communes de 8,001 à 15,000 ha- bitants	900	675	In de gemeenten van 8,001 tot 15,000 in- woners.	900	675
Dans les communes de 15,001 à 30,000 ha- bitants	1,100	825	In de gemeenten van 15,001 tot 30,000 in- woners.	1,100	825
Dans les communes de 30,001 à 50,000 ha- bitants	1,200	900	In de gemeenten van 30,001 tot 50,000 in- woners.	1,200	900
Dans les communes de 50,001 et au delà .	1,400	1,050	In de gemeenten van 50,001 en daarboven.	1,400	1,050

ART. 4.

Il est interdit aux commissaires de police et à leurs adjoints d'exercer un commerce quelconque, même par personne interposée, à peine de suspension et en cas de récidive, de révocation.

L'intéressé sera préalablement entendu par le Conseil communal, procès-verbal sera dressé de ses explications et les mêmes formalités que celles prescrites ci-dessus par l'article 1^{er}, seront remplies.

En cas d'inaction du Conseil communal et après deux avertissements consécutifs constatés par la correspondance, la peine sera appliquée d'office par le Gouverneur de la province, de l'avis conforme de la Députation permanente, sauf en cas de désaccord avec celle-ci, recours au Roi.

ART 4.

Het is aan de politiecommissarissen en aan hunne adjuncten verboden eenigen handel te drijven, zelfs door een tusschenpersoon, op straffe van schorsing en, bij herhaling, van afzetting.

De betrokken titularis wordt vooraf gehoord door den gemeenteraad en van zijne verklaringen wordt proces-verbaal opgemaakt; tevens dienen dezelfde vormvereischen als die voorgeschreven bij artikel 1 in acht genomen te worden.

Blijft de gemeenteraad werkeloos, dan wordt, na twee achtereenvolgende waarschuwingen, blijkende uit de briefwisseling, de straf ambtshalve toegepast door den Gouverneur der provincie, op eensluidend advies van de Bestendige Deputatie, behoudens, ingeval hij het met deze niet eens is, beroep bij den Koning.

J. MAENHAUT.

DONY.

TSCHOFFEN.

CL. PETEN.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 MEI 1920.

Wetsvoorstel betreffende de jaarwedden van de politiecommissarissen
en van hunne adjuncten.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel, dat wij de eer hebben in te dienen, bepaalt de minimumwedden voor de politiecommissarissen en voor hunne adjuncten. Vermits tot nu toe de plaatsen van politiecommissaris, krachtens artikel 123 der gemeentewet, tot stand worden gebracht door den Koning in overleg met den gemeenteraad, is dientengevolge de Koning gelast, de daaraan verbonden bezoldiging te bepalen insgelijks in overleg met den gemeenteraad.

In deze beginselen brengen wij geene wijzigingen hoegenaamd, doch wij bepalen minimumwedden, welke de gemeenteraden zullen moeten toestaan bij het benoemen van de politiecommissarissen en van dezer adjuncten. Waarom bepalen wij minimumwedden? Omdat, over 't algemeen, hunne jaarwedden bespottelijk zijn en niet in verhouding zijn met de tegenwoordige tijden, noch met de lasten van hunnen stand of van hun gezin. Aldus werd onlangs een politiecommissaris benoemd te Erembodegem met eene jaarwedde van 1,600 frank; te Stekene, met eene wedde van 2,600 frank; te Goselies, 3,000 frank; te Ransart, 2,000 frank; te Somergem, 3,200 frank. Weliswaar wordt hun, over het algemeen, eene geringe toelage van 200 of 300 frank verleend voor kantoor- en kleedijkosten. Kortom, de jaarwedde van den politiecommissaris en van zijn adjunct staat ver beneden de eischen van de levensduurte, ver beneden de wedden van de overige gemeentebeambten. Hunne wedden zijn hongerloonen.

Aan onze minimumwedden voegen wij tweejaarlijksche verhoogingen toe van 3 t. h., alsmede eene huishuurvergoeding, zooals de wet voor de schoolhoofden voorziet. Waarom? Omdat een politiecommissaris, evengoed als een onderwijzer, een waardig en onafhankelijk bestaan hebben moet, hetgeen hem niet mogelijk is met eene wedde van drie, vier of vijf frank per dag.

Gelieft, Mijne Heeren, op te merken dat de politiecommissarissen en hunne

adjuncten, om benoemd te worden, de verbintenis moeten aangaan, geen andere bediening, geen handelsbedrijf hoegenaamd uit te oefenen, zelfs niet door een tusschenpersoon. « Om te leven, aldus schrijft het blad van den Bond der politiecommissarissen en adjuncten des Rijks, zal hij er wat anders moeten op vinden en bijgevolg zijne verbintenissen schenden ofwel onder het oog van zijne onderhoorigen een kommervol bestaan leiden, hetgeen niet van aard is om zijn gezag te verhoogen. Wat te zeggen van de som van 200 frank 's jaars toegekend voor kantoorkosten ? Gezien den tegenwoordigen prijs van het papier, van het drukwerk en van het kantoorgerief, ware alle verdere uitleg hier overbodig. Deze toestanden zijn eene ware uitbuiting, waarop wij de aandacht der openbare besturen willen vestigen. »

In zekere gemeenten, bij voorbeeld, is de politiecommissaris onkreukbaar, hij is niet gewillig genoeg, hij stemt er niet in toe, sommige overtredingen der wet met geloken oogen aan te zien en krenkt aldus sommige gemeenteraadsleden; vermits zijne wedde noch verhoogingen door eene wet zijn geregeld, zal hij de eenige gemeentebeambte zijn, die verhooging noch vergoeding trekken zal, wanneer deze door den gemeenteraad aan elke beambte wordt verleend. Elders heeft de politiecommissaris sedert twintig jaren geene verhooging meer getrokken, steeds om dezelfde reden, namelijk dat zijne wedde door de wet niet wordt geregeld. Het bestuur schrijft hem alle gebreken toe; hij is aansprakelijk voor dit en dat en bekomt geene verbetering hoegenaamd in zijn toestand. Kortom, onder voorwendsel dat de gemeenten zelfstandig zijn, treedt het hooge bestuur slechts op door middel van raadgeving, waarmede vaak weinig of geen rekening wordt gehouden, en de ongelukkige gemeentebeambte is het slachtoffer van de gemeentewet die den rooster niet bepaalt van de wedde of van de verhoogingen, waarop hij wegens zijne goede en eervolle diensten aanspraak heeft.

Opdat de politiecommissarissen en hunne adjuncten meer onafhankelijk zouden zijn en niet langer zouden prijsgegeven zijn aan de willekeur der gemeenten, nemen wij in de gemeentewet, evenals voor de onderwijzers en de gemeentesecretarissen, een rooster op met minimumwedde, met klimmende schaal van verhoogingen en met huishuurvergoeding, derwijze dat er geene commissarissen noch adjuncten meer zouden zijn, wier wedde 50 t. h. lager staat dan het loon van den minsten landbouwersknecht in hunne gemeente.

De politiecommissarissen en de adjuncten moeten hun ambt in volle onafhankelijkheid kunnen uitoefenen en derwijze worden bezoldigd dat zij in de samenleving een betamelijken rang kunnen bekleeden.

Wanneer wij de politie stoffelijkerwijs verheffen, verheffen wij haar tevens zedelijkerwijs; de ontmoediging, welke sommigen drukt, zal verdwijnen en men zal grootere eischen kunnen stellen bij de aanwerving en de dienstverstrekking. Met vertrouwen verzoeken wij u de voorstellen te onderzoeken, welke u namens den Nationalen Bond der politiecommissarissen en dezer adjuncten des Rijks worden voorgelegd; wij vragen u, eene betamelijke wedde in verhouding tot hunnen rang, tot hunne behoeften en die van hun gezin toe te kennen aan deze brave en dappere verdedigers der openbare orde, waaronder velen het handhaven van het gezag en van de openbare veiligheid met hun leven hebben geboet of kunnen boeten.

MAENHAUT.

Proposition de loi relative aux traitements des commissaires de police et de leurs adjoints.

ARTICLE PREMIER.

L'article 125^{bis} de la loi communale est complété par les dispositions suivantes :

Le Conseil communal fixe les traitements des commissaires de police et de leurs adjoints, sous l'approbation du Roi.

Ces traitements ne peuvent être inférieurs aux taux indiqués ci-après, non compris les frais d'habillement, d'équipement et d'armement et l'indemnité accordée aux officiers du ministère public :

	Commissaire de police.	Adjoint.
1 ^o Communes de 5,000 habitants et moins fr.	7,000	5,250
2 ^o Communes de 5,001 à 8,000 habi- tants	8,000	6,000
3 ^o Communes de 8,001 à 15,000 ha- bitants	9,000	6,750
4 ^o Communes de 15,001 à 25,000 ha- bitants	10,000	7,500
5 ^o Communes de 25,001 à 50,000 ha- bitants	11,000	8,250

Wetsvoorstel betreffende de jaarwedden van de politiecommissarissen en en van hunne adjuncten.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 125^{bis} van de gemeentewet wordt door de navolgende bepalingen aangevuld :

De jaarwedden van de politiecommissarissen en van hunne adjuncten worden door den gemeenteraad vastgesteld mits goedkeuring door den Koning.

Zij mogen niet minder bedragen dan de hierna vermelde sommen, buiten de kosten van kleeding, uitrusting en bewapening en buiten de vergoeding verleend aan de ambtenaren van het Openbaar Ministerie :

	Politie- commissaris	Adjunct.
1 ^o Gemeenten van en beneden 5,000 in- woners fr.	7,000	5,250
2 ^o Gemeenten van 5,001 tot 8,000 in- woners	8,000	6,000
3 ^o Gemeenten van 8,001 tot 15,000 in- woners	9,000	6,750
4 ^o Gemeenten van 15,001 tot 25,000 inwoners	10,000	7,500
5 ^o Gemeenten van 25,001 tot 50,000 inwoners	11,000	8,250

	Commissaire de police.	Adjoint.		Politie- commissaris	Adjunct.
6° Communes de 50,001 à 100,000 ha- bitants	12,000	9,000	6° Gemeenten van 50,001 tot 100,000 inwoners	12,000	9,000
7° Communes de 100,001 et au delà .	13,000	9,750	7° Gemeenten van 101,000 inwoners en daarboven	13,000	9,750

Tous les deux ans les commissaires de police et leurs adjoints ont droit à une augmentation de 3 % sur leur traitement initial.

Ces augmentations cesseront d'être obligatoires lorsque les titulaires compteront les années d'âge et de services requises pour obtenir leur mise à la pension et, en tous cas, dès qu'ils auront atteint l'âge de 65 ans.

L'augmentation bisannuelle pourra être refusée par le Conseil communal, sous l'approbation du Roi, au titulaire qui ne remplirait pas ses fonctions d'une manière satisfaisante. Il sera préalablement entendu par le Conseil communal et il sera dressé procès-verbal de ses explications. Ce procès-verbal sera signé par le président du Conseil communal et l'intéressé. Une expédition en sera transmise au Roi.

Le traitement est payé par mois aux titulaires; il prend cours à dater du jour de l'entrée en fonctions. Tout mois commencé est dû intégralement au titulaire démissionnaire ou révoqué et, en cas de décès, à ses ayants droit.

Les traitements seront révisés conformément aux dispositions ci-dessus à partir du 1^{er} janvier 1920, d'après la population constatée au dernier recensement décennal et en tenant compte du

Om de twee jaren hebben de politie-commissarissen en hunne adjuncten recht op eene verhooging van 3 t. h. van hunne aanvangswedde.

Deze verhoogingen zijn niet langer verplicht, wanneer de titularissen den vereischten leeftijd en de vereischte dienstjaren hebben om op pensioen gesteld te worden en, in elk geval, zoodra zij den leeftijd van 65 jaar hebben bereikt.

De tweejaarlijksche verhooging kan, mits goedkeuring door den Koning, door den gemeenteraad geweigerd worden aan den titularis die zijn ambt niet op voldoende wijze zou vervullen. Hij wordt vooraf gehoord door den gemeenteraad en van zijne verklaringen wordt proces-verbaal opgemaakt. Dit proces-verbaal wordt door den voorzitter van den gemeenteraad en doorden betrokken titularis ondertekend. Daarvan wordt een afschrift overgemaakt aan den Koning.

De jaarwedde van den titularis wordt hem per maand betaald; deze jaarwedde loopt vanaf den dag, waarop hij in bediening treedt. Elke begonnen maand is geheel verschuldigd aan den ontslagnemenden of afgezetten titularis en, in geval van overlijden, aan zijne rechthebbenden.

De jaarwedden worden, overeenkomstig bovenstaande bepalingen, herzien te rekenen van 1 Januari 1920, volgens de bevolking der jongste tienjaarlijksche volkstelling en met inacht-

nombre d'années de services du titulaire.

Il en sera de même lorsque par suite de l'augmentation de population accusée par un recensement subséquent, une commune passera dans une autre catégorie.

Dans les agglomérations, à déterminer par la députation permanente, le barème à appliquer à chaque commune sera celui de la commune la plus peuplée.

Les traitements révisés serviront de base pour établir le traitement initial et calculer les augmentations prévues à l'alinéa 3 ci-dessus.

Les traitements actuels qui dépasseraient le montant fixé comme il est dit ci-dessus, restent acquis et ne peuvent être réduits tant que les titulaires restent en fonctions.

ART. 2.

La loi du 31 octobre 1919 imposant aux communes l'obligation de payer à leurs agents une indemnité de vie chère, cessera de sortir ses effets, en ce qui concerne les titulaires, à dater de l'application de l'article 1^{er} ci-dessus.

ART. 3.

Les commissaires de police et leurs adjoints ont droit à un logement convenable aux frais de la commune.

Lorsque celle-ci n'a pas d'habitation convenable à mettre à leur disposition, elle leur doit une indemnité dont le taux est fixé comme suit :

neming van het getal dienstjaren van den titularis.

Evenzoo, wanneer, ten gevolge van de toeneming der bevolking blijkende uit eene latere volkstelling, eene gemeente naar eene andere reeks zal overgaan.

In de agglomeraties, door de Bestendige Deputatie te bepalen, is de in elke gemeente toe te passen wedde-rooster die van de meest bevolke gemeente.

De herziene jaarwedden worden tot grondslag genomen om de aanvangswedde te bepalen en de verhoogingen, voorzien bij bovenstaand lid 3, te berekenen.

De huidige jaarwedden, welke het hierboven vastgestelde bedrag mochten overschrijden, blijven verworven en mogen niet worden verminderd zoolang de titularissen in bediening blijven.

ART. 2.

De wet van 31 October 1917, krachtens welke de gemeenten verplicht zijn aan hunne beambten een duurtelbijslag te betalen, houdt op, wat de titularissen betreft, van kracht te zijn vanaf den dag, waarop bovenstaand eerste artikel wordt toegepast.

ART. 3.

De politiecommissarissen en hunne adjuncten hebben recht op eene behoorlijke woning op de kosten van de gemeente.

Kan deze geen behoorlijke woning tot hunne beschikking stellen, dan moet zij hun eene vergoeding betalen, waarvan het bedrag wordt vastgesteld als volgt :

	Commissaire de police.	Adjoint.		Politie- commissaris	Adjunct
Dans les communes de moins de 8,000 ha- bitants	800	600	In de gemeenten be- neden 8,000 inwo- ners fr.	800	600
Dans les communes de 8,001 à 15,000 ha- bitants	900	675	In de gemeenten van 8,001 tot 15,000 in- woners	900	675
Dans les communes de 15,001 à 30,000 ha- bitants	1,100	825	In de gemeenten van 15,001 tot 30,000 in- woners	1,100	825
Dans les communes de 30,001 à 50,000 ha- bitants	1,200	900	In de gemeenten van 30,001 tot 50,000 in- woners	1,200	900
Dans les communes de 50,001 et au delà .	1,400	1,050	In de gemeenten van 50,001 en daarboven.	1,400	1,050

ART. 4.

Il est interdit aux commissaires de police et à leurs adjoints d'exercer un commerce quelconque, même par personne interposée, à peine de suspension et en cas de récidive, de révocation.

L'intéressé sera préalablement entendu par le Conseil communal, procès-verbal sera dressé de ses explications et les mêmes formalités que celles prescrites ci-dessus par l'article 1^{er}, seront remplies.

En cas d'inaction du Conseil communal et après deux avertissements consécutifs constatés par la correspondance, la peine sera appliquée d'office par le Gouverneur de la province, de l'avis conforme de la Députation permanente, sauf en cas de désaccord avec celle-ci, recours au Roi.

ART 4.

Het is aan de politiecommissarissen en aan hunne adjuncten verboden eenigen handel te drijven, zelfs door een tussenpersoon, op straffe van schorsing en, bij herhaling, van afzetting.

De betrokken titularis wordt vooraf gehoord door den gemeenteraad en van zijne verklaringen wordt proces-verbaal opgemaakt; tevens dienen dezelfde vormvereischen als die voorgeschreven bij artikel 1 in acht genomen te worden.

Blijft de gemeenteraad werkeloos, dan wordt, na twee achtereenvolgende waarschuwingen, blijkende uit de briefwisseling, de straf ambtshalve toegepast door den Gouverneur der provincie, op eensluidend advies van de Bestendige Deputatie, behoudens, ingeval hij het met deze niet eens is, beroep bij den Koning.

J. MAENHAUT.

DONY.

TSCHOFFEN.

CL. PETEN.